

SOS enseignement supérieur et recherche

→ par Pascal Maillard, secrétaire national

Le SNESUP-FSU, avec le SNCS-FSU, le SNASUB-FSU, le SNEP-FSU, le SNTRS-CGT, SUD Recherche EPST, et SUD ÉDUCATION a conduit une action médiatique le mercredi 6 juillet sur le pont de Sully, à Paris. Une grande banderole a été déployée des deux côtés du pont.

Initiée par le SNESUP à l'occasion de la clôture de l'agenda social du MENESR, l'action du 6 juillet s'inscrivait dans le cadre d'une campagne revendicative contre la précarité, pour l'augmentation des rémunérations dans l'ESR, pour l'amélioration des grilles et des carrières et pour une augmentation substantielle du budget de l'ESR. À la suite d'une série de rencontres avec la DRH du ministère qui n'a permis d'avancer sur aucun dossier, il a été décidé que cette campagne se prolongerait cet automne dans les universités et les organismes de recherche. L'action fut préparée dans la plus grande discrétion afin d'éviter une possible interdiction d'accès au pont de Sully. Une trentaine de responsables syndicaux et de militants s'étaient donné rendez-vous à 11 h 30 quai Saint-Bernard, à proximité du pont de Sully. Une banderole de taille importante fut déployée pour une séance photo, avec Bercy en

arrière-plan d'un côté du pont, et de l'autre côté Notre-Dame. Les touristes des bateaux-mouches ont eu l'occasion d'acclamer les « manifestants » par des saluts approuvateurs. Les photos ont immédiatement été relayées sur le compte Twitter du SNESUP et reprises par des organes de presse.

En amont de cette action, des journalistes avaient répondu présents pour une conférence de presse avec les secrétaires généraux des organisations syndicales ou leurs porte-parole. À 14 heures, une assemblée générale s'est également tenue à Paris 6 en présence d'une centaine de collègues.

Un très riche diaporama intersyndical a permis d'exposer et de commenter le bilan de l'agenda social : un premier cycle de réunions majoritairement stériles, marqué par l'absence des membres du cabinet du ministère, et un second cycle sans avancées malgré les pro-



© DR

messes de Thierry Mandon. L'ensemble des syndicats ont dû tirer un bilan particulièrement inquiétant : aucune proposition engageant de nouveaux moyens, en particulier pour les salaires et les primes des enseignants-chercheurs, et aucune perspective d'amélioration de la situation des précaires. En face de cela, des tableaux éloquents ont fait la démonstration du caractère indigne de nos salaires et de la baisse dramatique du recrutement de titulaires : alors que le CNRS a perdu plus de 2 000 postes en six ans, l'enseignement supérieur a perdu 205 postes d'enseignants-chercheurs en 2015, après une perte de 249 en 2014. Des chiffres qui ont convaincu les participants de cette AG, tous plus remontés les uns que les autres, de l'urgence d'une mobilisation énergique à la rentrée et pendant tout l'automne. Avant l'élection présidentielle, il y aura le projet de loi de finances 2017! ●